

Lettre de la Coordination pour la Marche des libertés à Monsieur Lallement

Monsieur le Préfet de Police de Paris,

Vous avez décidé sans raison valable d'interdire la Marche des libertés qui doit se tenir samedi prochain à 14 heures de la place de la République à la Place de la Bastille. Ce faisant vous avez décidé d'interdire la liberté.

Nous avons décidé de la faire. Nous irons et nous marcherons pour défendre cette liberté. Parce que l'Histoire nous regarde. Parce que le monde nous regarde. Et que nous avons décidé de porter cette responsabilité.

Nous savons l'absence d'humanité dont vous avez fait preuve en ordonnant de détruire les abris d'exilés. Vous n'avez pas sourcillé quand ils se sont retrouvés sous les coups de votre police. Vous n'avez pas dit mot quand les journalistes ont été battus et menacés de mort. Votre silence vaut-il consentement ?

Nous savons les risques que nous prenons. Nous avons déjà vu comment les vies de tant de femmes et d'hommes qui tentaient d'exprimer cette liberté ont été mutilées et détruites. Nous acceptons de prendre ce risque parce que ce pour quoi nous nous battons dépasse les risques que nous prendrons.

Nous ne nous rendrons pas non plus à l'invitation de Monsieur le Premier Ministre. Votre interdiction ne le permet plus. Nous aurions souhaité un dialogue républicain. En interdisant cette liberté, vous nous avez privé de ce dialogue auquel nous souhaitions nous prêter.

Le dialogue social, la démocratie, c'est tout ce à quoi nous, journalistes, réalisateurs, citoyens nous aspirions. Vous n'en voulez pas. Nous la défendrons.

Nous vous donnons rendez-vous, ce samedi 28 novembre, place de la République, pour marcher avec nous pour les libertés.

La Marche des Libertés

Coordination #StopLoiSécuritéGlobale